

DELIBERATION N° 2019-31

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 30 AVRIL 2019

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants, R. 719-50,
Vu le Décret 2019-344 du 19 avril 2019 relatif aux modalités d'exonération des droits d'inscription des étudiants étrangers suivant une formation dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur,
Vu le Décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur,
Vu l'arrêté du 14 mai 2010 attribuant les responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines prévues aux articles L. 712-9, L. 712-10 et L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation à l'université de Nice
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu la délibération n°2017-63 du 28 juin 2017, portant délégation de pouvoir du Conseil d'administration de l'UNS à M. Emmanuel TRIC, Président de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration de l'UNS,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Jean-Christophe MARTIN, Vice-Président des Relations internationales,

Considérant que l'article R. 719-50 du code de l'éducation, autorise le Président de l'Université à exonérer partiellement des droits d'inscription annuels, pour l'année universitaire 2019-2020, les usagers mentionnés à l'article 8 de l'arrêté du 19 avril 2019 susvisé,

AUTORISE, en vertu de l'article R.719-50 du code de l'éducation, le Président de l'Université de Nice Sophia Antipolis à exonérer partiellement des droits d'inscription annuels, pour l'année universitaire 2019-2020, les usagers mentionnés à l'article 8 de l'arrêté du 19 avril 2019 susvisé, comme suit : le montant annuel des droits d'inscription acquitté par ces usagers pour l'année universitaire 2019-2020 est identique à celui prévu au tableau 1 annexé à l'arrêté du 19 avril 2019 susvisé, au lieu et place du tableau 2 annexé au même arrêté.

La demande d'inscription à l'Université de Nice Sophia Antipolis des étudiants visés à l'alinéa précédent vaut demande d'exonération partielle des droits d'inscription.

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix, 22 voix pour, 1 voix contre,

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : 23

Fait à Nice, le 30 avril 2019

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2019-31
PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET DE L'UNS LE 20 MAI 2019
TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES LE :

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

15 MAI 2019

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.